

## **PARLONS FRANC, MON GÉNÉRAL!...**

Lorsque nous nous permettons de revenir sur le discours prononcé le 18 juin par le général de Gaulle nous n'avons pas le sentiment de nous attarder sur un événement vieux de quinze jours au détriment de la plus brûlante, de la plus impérieuse, de la plus angoissante actualité. Nous avons, bien au contraire, la conviction que la question de Gaulle devient chaque jour plus actuelle.

«*Discours monarchique*», avons-nous dit, à peu près seuls de toute la presse d'ailleurs, puisque celle-ci continue à croupir complaisamment dans l'équivoque et le malentendu. Pareille affirmation demande cependant à être expliquée.

Mettons-nous à la place de nos adversaires et envisageons la solution gouvernementale du problème politique. Elle comporte essentiellement l'existence d'un chef devant qui tous les fonctionnaires constituant l'armature bureaucratique, militaire, policière et diplomatique de l'État sont individuellement responsables;.. le fait pour le chef d'être personnellement comptable de ses actes devant Dieu, le pape ou le peuple ne changeant rien à la chose.

L'établissement du pouvoir monarchique procède de deux principes différents - en apparence du moins:

1- Une aristocratie, une minorité agissante profite du trouble politique, saisit par la force les leviers de commande et désigne le chef.

2- Aucun parti n'est assez fort pour s'imposer, les troubles menacent de s'éterniser et la nomination du chef est confiée au suffrage de la masse. Le régime parlementaire représente le compromis entre ces deux formes. en ce sens que par une sorte d'entente tacite les partis consentent à se partager le pouvoir, en raison de l'impossibilité pour chacun d'eux d'éliminer ses rivaux.

En apparence, la situation actuelle serait favorable au parlementarisme. Qu'on ne s'y trompe pas pourtant. Semblable régime exige une prospérité économique qui n'existe plus et un attachement au libéralisme qui a progressivement disparu de nos mœurs et qu'une bourgeoisie épuisée ne défend déjà plus. Seules subsistent maintenant les tares de ce régime ruineux, dont la plus grave est que chaque parti truffe les administrations de ses créatures au point que l'hypocrite système du tripartisme va avoir pour conséquence une bureaucratie d'État trois fois trop nombreuse, proliférant comme une excroissance malsaine sur le corps d'une nation exsangue, situation qui ne pourrait durer longtemps sans mener le pays à l'abîme.

Ainsi, la nation finira tôt ou tard par se croire enfermée dans un dilemme inexorable: le salut par un parti ou le salut par un homme, ce dernier terme prédominant de plus en plus en raison de l'impuissance des partis. C'est l'heure qu'attend le général de Gaulle.

Le général sait bien que jamais les partis ne lui donneront le pouvoir. Nous ne croyons donc pas qu'il songe sérieusement à une sorte de régime présidentiel à l'américaine. Le président américain est avant tout l'homme d'un parti auquel il doit tout. De Gaulle est en dehors et veut être au-dessus des partis. L'homme au-dessus des partis, de nos jours, c'est George VI. Gustave V. Dans le passé, c'est le roi et aussi Bonaparte...

Si grand que soit le dévouement de l'armée au général, l'armée française est pratiquement une armée vaincue et n'a conservé que peu de chose de son ancien prestige: sans compter qu'elle est en train de perdre la place particulière qu'elle occupa longtemps depuis que les droits politiques lui ont été accordés. Un coup d'État militaire ne fonderait donc rien de durable et il faudrait recourir au plébiscite, hypothèse à laquelle les fautes et l'inconscience des politiciens n'accordent que trop de vraisemblance reconnaissons-le.

Seulement un tel régime, tût dominé par les prétoriens et obligé de s'appuyer sur la bureaucratie qui détient la réalité du pouvoir, serait incapable de prendre les mesures économiques et sociales qui s'imposent, parce que notre expérience politique d'un siècle et demi indique irréfutablement que ces mesures relèvent non du gouvernement mais de la spontanéité des citoyens. Il succomberait infailliblement à la routine administrative, se laisserait porter par le courant, et nous aurions là le pire régime réactionnaire.

C'est bien ce principe de répartition gouvernementale que vous incarnez, mon général, quoique nous soyons tout prêts à reconnaître que les soi-disant partis révolutionnaires et démocratiques en sont eux aussi de véritables représentants.

Cet état de choses sans issue achemine les hommes vers le scepticisme, l'abandon et finalement le désespoir. Pour ne s'être pas laissé enfermer dans l'inutile dilemme, les anarchistes se refusent à désespérer d'eux et du peuple. Tout autant que de leurs principes, ils déduisent l'anarchie de l'impossibilité du gouvernement. Et quand les hommes impuissants et affolés se maudiront eux-mêmes, ils savent qu'une cohorte de hardis compagnons surgira et qu'avec elle, dernière chance de salut du peuple parce que forme achevée et dernier terme de l'ordre politique, l'anarchie tentera sa chance.

**LIB.**

-----